MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BUENOS AIRES

N°30 – Brèves bimensuelles du Cône Sud 28 août au 8 septembre 2023

Zoom – Le paquet budgétaire annoncé par Sergio Massa pour lutter contre les effets de l'inflation

LE CHIFFRE À RETENIR

110 USD

Prime exceptionnelle pour les retraités

Le 27 août, Sergio Massa, Ministre de l'économie et candidat aux élections présidentielles d'octobre, a annoncé une série de mesures visant à renforcer le pouvoir d'achat des ménages et à soutenir les petites et moyennes entreprises. Ces annonces interviennent dans un contexte électoral délicat pour le ministre candidat, suite au revers historique lors des primaires du 13 août de la coalition gouvernementale *Union por la Patria*, qui n'est arrivée qu'en troisième position. Présentées comme un nouveau bouclier anti-inflation face à la dévaluation du peso à la mi-août, ces mesures ciblent une large partie de la population. Ainsi, une prime exceptionnelle de 37 000 pesos (110 USD au taux officiel) sera versée de septembre à novembre pour rehausser le minimum vieillesse, qui devrait bénéficier à 7,8 millions de retraités. De même, les salariés des secteurs public et privé, avec des salaires inférieurs à 400 000 pesos (1140 USD, soit environ 6,5 millions de personnes) recevront une prime exceptionnelle qui pourrait ensuite être convertie en augmentation salariale permanente dans le cadre des négociations collectives. Le paquet budgétaire inclut également un renforcement temporaire des prestations sociales, notamment de l'aide alimentaire versée à 2,4 millions de bénéficiaires, ainsi qu'un soutien à la recherche d'emploi pour environ 1,3 million de personnes. D'autres mesures ciblant les ménages sont également prévues, telles que le remboursement de la TVA et la possibilité d'obtenir un crédit à la consommation à un taux d'intérêt subventionné de 29%. Enfin, afin d'encourager les crédits à la consommation, ces derniers bénéficieront de taux d'intérêt bonifiés, avec une période de grâce et d'une prolongation de la durée de remboursement pouvant aller jusqu'à 4 ans. Côté offre, Sergio Massa a annoncé un élargissement du contrôle des prix à des produits de consommation courants (textiles, électroménagers, produits énergétiques, constructions, deux-roues) en plus du contrôle des prix déjà existant pour les produits alimentaires (pas seulement les produits de première nécessité). Afin de soutenir les entreprises et les agriculteurs touchés par la sécheresse, le paquet de mesures propose des prêts à taux préférentiels pour les entrepreneurs indépendants et le report du paiement des impôts d'un semestre, ainsi qu'une suppression des taxes d'exportation sur certains produits agricoles (vin, riz, tabac etc.). Cette série de mesure, qui intervient dans un moment charnière entre l'accord avec le FMI et le début de la campagne électoral, devrait coûter entre 0,4 % et 0,6 % du PIB à l'Etat argentin d'après des économistes locaux. Alors que la dévaluation du peso a déjà eu un impact sur les prix en août, ces mesures compensatoires pourraient continuer à faire pression à la hausse sur l'inflation, alors que l'offre est contrainte par les restrictions d'accès au marché des changes, qui affectent les importations et la production.

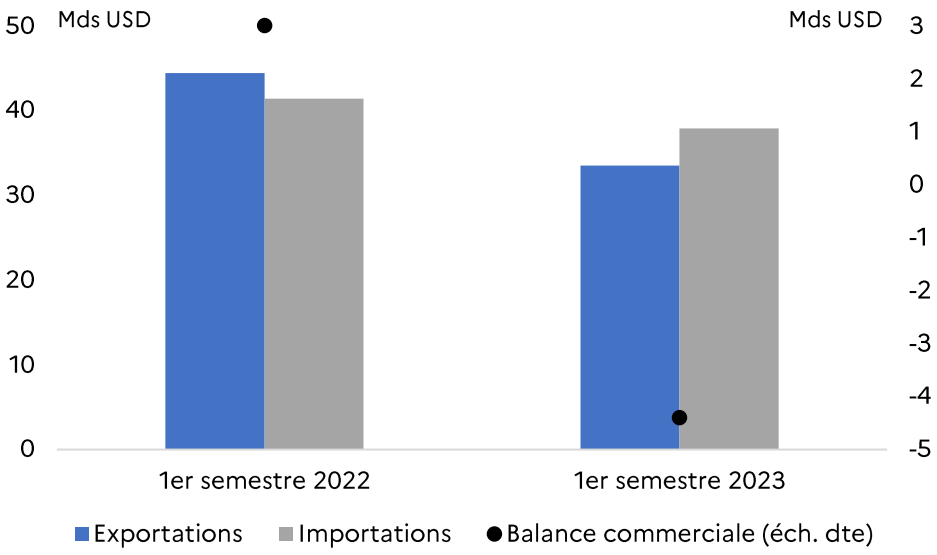
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
			Derniers chiffres annuels		
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
			Prévisions et anticipations		
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,3%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	5,0%	7,1%
			Pour mémoire		
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Commerce extérieur au premier semestre 2023



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Dégradation du commerce extérieur argentin au premier semestre 2023

Au premier semestre 2023, le commerce extérieur de l'Argentine a enregistré un déficit commercial de 4,4 Mds USD, selon les données préliminaires de l'Institut des statistiques argentin (INDEC), pâtissant fortement de la sécheresse en raison du phénomène climatique *La Niña*. Excédentaire entre 2019 et 2022 (1,1% du PIB en 2022) le solde commercial ressort en déficit en raison d'une contraction des exportations de 24,5 % (en g.a), atteignant 33,5 Mds USD tandis que les importations s'établissaient à 37,9 Mds USD (-8,5 % en g.a). Cette dégradation a été particulièrement marquante en juin avec une diminution des exportations de 35,4 % (5,4 Mds USD) et des importations de 17,2 % (7,2 Mds USD), générant un déficit commercial mensuel record de 1,7 Md USD.

La baisse des exportations est largement imputable à la sécheresse qui a handicapé la production agricole: les exportations agricoles (20,0 % du total des exportations contre 25,0% en 2022) ont chuté de 42,5% en g.a, en particulier les céréales (-51,8 %), de même que celles des huiles et graisses animales et végétales (-34,0 %, 10,0 % du total) et des produits agroalimentaires (-25,7 %, 18,0 % du total). La perte de revenus est estimée à 20,0 Mds USD, de quoi avoir fragilisé les actifs de la Banque centrale.

Du côté des importations, la contraction du premier semestre s'explique par le contrôle des importations mis en place par les autorités via le Système d'importation de la République Argentine (SIRA), mais aussi par la baisse des cours de l'énergie. Ainsi, la majeure partie de la baisse est imputable au recul de 33,9 % (en g.a) des importations d'hydrocarbures et de 23,2 % (en g.a) des produits manufacturés.

A terme, une combinaison de facteurs devrait tirer les importations à la baisse au cours du second semestre, notamment la dévaluation du peso en août (de 22,0 %), la réduction des effets saisonniers de la consommation d'énergie et la mise en service du gazoduc Néstor Kirchner. De même, les meilleures récoltes attendues pour la campagne 2023/2024, le dynamisme des exportations de lithium et le nouveau « dollar soja IV » devraient quant à eux stimuler les exportations.

Annonce d'une quatrième édition du « dollar soja » par le gouvernement

Le 5 septembre, le gouvernement argentin a annoncé, par la publication du décret 443/2023 au Journal officiel, le renouvellement du Programme d'augmentation des exportations lancé, un an plus tôt, par le ministère de l'Economie. Ainsi, une quatrième édition du « dollar soja » est introduite pour dynamiser les exportations de soja et ses dérivés et renflouer les réserves en devises de la banque centrale. Toutefois, cette nouvelle version se différencie des trois précédentes : alors que les premiers « dollar soja » proposaient des taux de change fixes, le « dollar soja IV » propose aux exportateurs de liquider 75 % de leurs devises étrangères sur le marché officiel des changes (365 ARS/USD) tandis que les 25 % restants seront « librement disponibles » (par exemple, ils peuvent être vendus au taux Contado con Liquidación de 770 ARS/USD). La

conjugaison de ces deux taux implique un taux de change moyen d'environ 455 ARS/USD.

Les agro-exportateurs doivent en revanche se plier à deux principales conditions : i) liquider les 75 % de devises sur le marché des changes d'ici le 30 septembre 2023 et ii) en ce qui concerne les droits à l'exportation, verser un acompte avant le 28 septembre en considérant comme base imposable le montant correspondant aux 75 % qui seront échangés au taux officiel.

Pour mémoire, les trois premières éditions du « dollar soja » avaient respectivement permis des entrées de devises de 7,1 Mds USD, 3,0 Mds USD et 5,1 Mds USD. Certains économistes estiment que cette nouvelle mesure permettrait de liquider 9 millions de tonnes invendues de la récolte de 2022/2023 et générer ainsi une entrée de devises d'environ 2,0 Mds USD. Depuis son entrée en vigueur, le « dollar soja Iv » aurait généré 116,0 MUSD de ventes pour le secteur agricole.

Le Parc de l'Innovation à Buenos Aires : un pas de plus vers un «Sillicon Valley» local.

Le 4 septembre dernier, le président du Parc de l'Innovation à Buenos Aires, Luis Bullrich, a dévoilé trois nouvelles avancées notables : un bus autonome, un espace de coworking destiné aux startups scientifiques et technologiques, et des dômes immersifs. Cette initiative urbaine de la Ville de Buenos Aires témoigne de l'engagement croissant de l'Argentine dans le développement du secteur numérique. Stratégiquement situé en face de l'Estadio Monumental de River Plate, ce parc aspire à devenir un véritable pôle de l'innovation, souvent comparé à un "Silicon Valley" local. Son objectif est d'accueillir quotidiennement environ 30 000 personnes afin de devenir un creuset où convergent étudiants, résidents et professionnels, et de créer une "mini-ville" dotée d'espaces publics, de bureaux, de logements, de commerces, d'universités et d'entreprises liées à la technologie et à la science.

Le chef du gouvernement de la Ville de Buenos Aires, Horacio Rodriguez Larreta, a participé à la présentation des différentes avancées, notamment du premier projet de mobilité urbaine intelligente, un bus électrique autonome révolutionnaire conçu par l'entreprise française Navya, marquant ainsi un jalon dans la mobilité urbaine. Le Parc de l'Innovation se prépare également à inaugurer son tout premier bâtiment en octobre prochain, accueillant 34 startups soigneusement sélectionnées au sein du +54 Lab, offrant un espace de coworking spécifiquement conçu pour les laboratoires et les entreprises à vocation scientifique et technologique. Cette structure à deux étages favorisera la collaboration entre entrepreneurs, étudiants et chercheurs, attirant talent et investissements, et créant des synergies avec des institutions innovantes à l'échelle nationale et internationale. De plus, le Parc de l'Innovation se distingue par son engagement dans l'éducation, proposant un Centre de Inmersividad (CDI) pour des formations en gaming et programmation en partenariat avec le Ministère de l'Éducation, renforçant ainsi son rôle de catalyseur de connaissances et de développement.

Le Parc de l'Innovation à Buenos Aires connaît un franc succès, avec la quasi-totalité de ses 32 parcelles vendues à ce jour.

Les acheteurs bénéficient de prix avantageux car ces parcelles sont destinées à des usages spécifiques définis par le gouvernement de la ville. Le parc s'étend sur 12 hectares, dont 60 % sont dédiés à des espaces publics et à l'ouverture de rues. De ces espaces publics, 30 % sont des espaces verts et des places, accessibles à tous les habitants de la ville. Deux parcelles ont été attribuées pour l'installation sur le site des universités UBA et UTN, tandis que les autres ont été acquises par le biais de ventes aux enchères publiques (il ne reste que deux parcelles à vendre). Parmi les futurs occupants figurent, entre autres, les universités Itba et Di Tella, le centre de santé modèle Eneri, le groupe Sancor. Le Parc de l'Innovation a également mis à disposition un espace sécurisé pour tester des projets technologiques de pointe conformément à la loi du Sandbox.

CHILI

La course au lithium s'intensifie

A l'occasion du dîner annuel de la Société nationale minière (Sonami), le président Gabriel Boric a annoncé la présentation, ce mois-ci, du projet de loi pour la création de l'Entreprise nationale du lithium et du réseau des salines protégées chargé d'identifier les salars disponibles pour l'exploration, faisant ainsi de l'Etat, le principal promoteur du minerai.

Dans le même temps, les industriels miniers ont dénoncé la complexité de la règlementation minière et attendent des actions fortes du gouvernement pour stimuler l'industrie minière chilienne et maintenir son attrait mondial. En réponse, le chef de l'Etat a évoqué la mise en place prochaine de procédures simplifiées pour les permis d'exploitation des mines de moins de 1 000 tonnes par mois. En sus, le président chilien s'est engagé à présenter d'ici la fin de l'année un projet de réforme des permis pour les projets d'investissement minier visant notamment à réduire le délai d'instruction des autorisations d'exploitation. Gabriel Boric entend faire du Chili « le principal producteur de lithium au monde, augmentant sa richesse et son développement, tout en protégeant la biodiversité des salars ». Le 6 septembre, les principaux acteurs publics et privés du secteur minier se sont réunis au Forum du Lithium à Santiago pour un tour d'horizon des grands défis liés au développement d'une filière du lithium durable au Chili. Les rencontres ont permis d'échanger sur les retombées industrielles pour le Chili notamment les recettes fiscales minières, l'augmentation des exportations, les innovations technologiques. De même, les facteurs de risques pour la filière, en particulier l'environnement règlementaire instable au Chili, les impacts environnementaux et sociaux ont été passés en revue. D'après l'Agence internationale de l'énergie, les besoins en lithium, métal indispensable à la transition énergétique, devraient être multipliés par 40 entre 2020 et 2040.

PARAGUAY

Désinflation et début d'assouplissement de la politique monétaire

En août, l'inflation a reculé pour le huitième mois consécutif, à 2,9 % en g.a (contre 10,5 % en août 2022) et -0,2 % en g.m (0,4 % en août 2022), d'après la Banque Centrale Paraguayenne (BCP). Ce ralentissement de la hausse de l'indice des prix à la consommation est majoritairement attribuable à la baisse des prix alimentaires, notamment de la viande, liée à une faible demande extérieure, et des combustibles. En outre, la normalisation des chaînes d'approvisionnement (notamment la réduction des coûts du fret) et la baisse des cours des matières premières ont réduit les pressions inflationnistes. Pour 2023, le FMI prévoit une inflation à 4,5 %, soit un niveau proche de la cible de 4,0 % de la BCP.

Dans ce contexte, **la Banque centrale (BCP) a entamé fin août un assouplissement de sa politique monétaire, abaissant son taux directeur de 25 pdb, à 8,25 %.** Pour mémoire, la BCP avait adopté une politique monétaire restrictive en 2021 et avait augmenté son taux de 775 pdb pour tenter d'endiguer l'inflation.

Enfin, après une croissance économique quasi-nulle en 2022 (0,1 %), **l'activité économique du Paraguay devrait connaître un fort rebond cette année (prévision de 4,5 %)**, grâce notamment à la normalisation des conditions climatiques, propice à la production agricole dont le pays est fortement dépendant.

URUGUAY

Accord sur un nouveau règlement du système de paiement avec l'Argentine

La Banque Centrale d'Uruguay (BCU) et la Banque Centrale d'Argentine (BCRA) ont signé un accord sur un nouveau règlement du système de paiement en monnaie locale (SML) entre les deux pays, dans l'objectif de réduire les coûts de transactions et stimuler les échanges. Cet accord, qui prolonge celui qui était en vigueur jusqu'à présent, donne la possibilité aux entreprises uruguayennes et argentines d'effectuer des transactions de biens et services (hors transactions financières) et de facturer indistinctement dans les deux devises. Ce nouveau règlement comprend également les versements d'allocations familiales et de retraite, lorsqu'un accord bilatéral a été signé entre les institutions des deux pays.

L'objectif principal est de faciliter la convertibilité des deux devises, en évitant de passer par une devise tiers (notamment le dollar) afin de faciliter et stimuler le commerce bilatéral. Dans ce cadre, l'Uruguay, dont le déficit commercial bilatéral se creuse avec l'Argentine, vise principalement à accroître ses exportations, en gagnant en compétitivité-prix. Pour l'Argentine, le contournement d'une devise tiers pourrait permettre d'économiser légèrement des réserves de devises.

BRÈVES ÉCONOMIQUES
DU CÔNE SUD

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr
Twitter : @Tresor_ConoSur